

La campagne américaine – intervention du 21 novembre 2020 devant Madame Hidalgo, Maire de Paris

Présence : 100-150 personnes

Les coulisses de la victoire des démocrates us

Chère Audrey Pulvar, cher Jean-Marc Germain, Madame la Maire, chère Anne Hidalgo et chers amis,
Je salue et remercie Beatrice Marre et Florence Baillon.

Vous m'avez demandé d'intervenir aujourd'hui en quelques minutes sur la campagne présidentielle américaine, vu des Etats-Unis, en tant que Française de l'étranger depuis 15 ans (et depuis 2017 aux Etats-Unis), très investie en politique. Je salue au passage le député David Michel qui fait un travail formidable dans le Connecticut pour la défense des valeurs de justice sociale et d'environnement. Ce soir, je m'adresse à vous à titre strictement personnel.

J'ai préparé cette prise de parole avec Ian Russel qui vous parlera tout à l'heure des stratégies numériques gagnantes de l'élection, du narratif démocrate « retrouver l'âme de la nation sans repli sur soi » et du changement des électeurs citadins passés progressivement du camp républicain au camp démocrate.

Pour ma part, je voulais revenir sur la plateforme programmatique sociale des démocrates et les négociations au sein du Parti qui ont été déterminantes pour remporter l'élection présidentielle.

Le parti démocrate est un parti de coalition, Joe Biden, social-démocrate, en est l'épicentre aujourd'hui. Pendant la campagne le candidat Biden a su naviguer entre les divers courants de son parti, avec une ouverture aux enjeux sociétaux chers à son aile gauche.

A l'image d'un contrat de gouvernement, des groupes de travail ont planché sur différents projets pour trouver la ligne du rassemblement. En juillet, l'unity taskforce, supervisé par plusieurs personnalités dont John Kerry et la représentante Alexandra Ocasio-Cortez et regroupant les membres des équipes de campagne de Joe Biden ET de Bernie Sanders a publié un long texte d'orientation, pour construire des propositions communes pour l'élection de novembre.

Depuis Ronald Reagan, le Parti républicain est rassemblé autour d'une certaine idée du conservatisme prônant un héros idéologique. Donald Trump oscille entre les libertariens du Congrès qui s'opposent aux partisans d'une plus forte intervention de l'Etat fédéral sur le soutien à l'économie (et non le marché auto-régulateur).

La bascule des classes populaires a été l'enjeu global des élections américaines et il s'agissait avant tout pour les candidats de redonner aux gens de la dignité ou de la fierté en cette période sanitaire et économique si rude, de ne pas culpabiliser les travailleurs du secteur automobile par exemple tout en donnant des gages sur le climat.

Qui qu'on en pense, cette élection a moins porté sur les différences exacerbées d'origine ethnique, de genre, d'orientation sexuelle, de « racisme systémique » que de perception du statut social, du coût de la vie et du rapport de chacun au reste du monde.

Le sort des classes modestes reste au cœur du projet démocrate pourtant les résultats ont été serrés avec 4 Etats particulièrement touchés par la crise économique et remportés par Joe Biden avec une marge très faible (Géorgie, Arizona, Pennsylvanie et Wisconsin. Donald Trump est resté largement majoritaire chez les ouvriers et les employés (toute origine ethnique et genre confondus), largement

en tête dans les zones agricoles et rurales (54%). Il a réalisé des scores étonnants chez les femmes (43%), les Latinos (32% dont 36% chez les hommes) et les Afro-américains (15% dont 18% chez les hommes).

Voilà pour le constat.

Le programme de Joe Biden a tiré les leçons de la défaite d'Hillary Clinton en 2016, des fragilités américaines profondes qu'a révélées cette élection pour les démocrates: la dégradation de la situation des populations précarisées, le fort essor des inégalités, les conséquences du recul de l'emploi industriel dans certaines régions.

Tout au long de sa campagne, Joe Biden a présenté son plan «**Build Back Better**», un véritable contrat social qui doit créer 18,6 millions d'emplois. Un exemple : le marché des véhicules électriques - en construisant 550 000 bornes de recharge – créerait un million d'emplois- avec un gouvernement fédéral qui investit dans la recherche sur les énergies propres.

Il faut dit-il : « respecter la dignité du travail et donner la parole aux travailleurs ». Il cite souvent son propre père en exemple : « il s'agit de pouvoir regarder votre enfant dans les yeux et lui dire que tout ira bien ».

Joe Biden a proposé une série de réformes structurelles et s'inscrit dans la tradition progressiste américaine, avec les priorités suivantes – sous l'influence de son aile gauche et des syndicats:

- *l'affermissement des pouvoirs des syndicats et de la négociation collective:*

Joe Biden a proclamé: « *I am a union man, period* » - « je suis l'homme des syndicats, un point c'est tout ». C'est vrai qu'il travaille depuis 40 ans avec syndicats européens.

Pour les Démocrates le syndicalisme contribue à structurer la classe moyenne qui incarnait le Rêve américain.

Les deux géants syndicaux que sont AFL CIO et SEIU ont été très engagés dans la campagne de Joe Biden, ils ont participé à l'élaboration du programme, mobilisé leurs finances (entre 2016 et 2020, les syndicats auraient dépensé 2 milliards de dollars selon l'agence gouvernementale NLRB) et leurs militants pour soutenir les démocrates et la campagne de Joe Biden. Particulièrement c'est particulièrement vrai dans le midwest pour récupérer les cols bleus passés en 2016 des démocrates aux républicains. C'est dire que le modèle syndical américain est bien différent du modèle français. J'en parle régulièrement avec la représentante de SEIU en France, c'est une source de réflexion que je vous recommande.

61% des Américains se déclarent pro-syndicats (sondage Gallup), meilleur chiffre depuis 2003 (65%).

Leurs attentes : gestion de l'épidémie Covid, salaire min, couverture santé,...

Alors quels sont les engagements de Joe Biden ?

2/ *LE droits des salariés*, pour équilibrer les relations au sein du marché du travail, : hausse progressive du salaire minimum fédéral à 15 dollars de l'heure (contre 7,25 dollars aujourd'hui), requalification des travailleurs indépendants de la « *gig economy* » en salariés.

1/ *créer des emplois avec un large programme d'infrastructures - pouce*

2/ *Le renforcement des protections sociales: child care, crédit d'impôt aux ménages sur le financement des crèches, effort sur la scolarisation des enfants avant 5 ans, etc.*

A propos des écoles, je partage UNE ENORME inquiétude. Aux Etats-Unis les écoles sont fermées depuis mi mars et le NYT estime qu'un million d'enfants ne sauront pas lire ou écrire, décrocheront et vivront moins longtemps, 1/8 enfant vit dans un foyer avec un parent dépendant aux opioïdes. Une situation explosive.

La santé

Avant la crise, le système de santé américain laissait 29 millions d'Américains sans couverture maladie. Plus de 5 millions de personnes ont perdu leur assurance maladie pendant la crise malgré Medicaid et Medicare. L'un des débats majeurs de la primaire démocrate a été la réforme du système de santé, avec des positions éloignées au sein des démocrates.

Grâce à Sanders, l'idée d'une couverture santé universelle, medicare for all, a gagné en popularité. Sujet encore tabou il y a qq années.

Biden pousse lui pour l'option d'assurance publique (assurance optionnelle disponible pour tous les américains, sans objectif de profit)

- *La fiscalité* : le programme prévoit une hausse des impôts sur les Américains les plus fortunés (revenus annuel supérieurs à 400 000 dollars), la remise en cause de certaines dépenses fiscales et avantages qui profitent aux plus aisés (sur la taxation de l'héritage, par exemple). Sur les entreprises, il prévoit une hausse du taux de l'impôt sur les sociétés de 21% à 28%, mais sans pour autant revenir au niveau antérieur à la réforme fiscale de 2017 (35%).

- *La question du climat* irrigue tout le programme : retour dans l'Accord de Paris, mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, aucun nouveau permis de fracturation hydraulique (*fracking*) sur les terres fédérales, renforcement de la régulation environnementale. Cette révolution des énergies a pour objectif de créer des emplois qualifiés et bien rémunérés.

Dans d'autres domaines, les objectifs sont cependant silencieux ou à tout le moins beaucoup plus discret : - *La régulation du secteur numérique, Wall Street et la régulation de la finance.*

Le programme reste très discret sur ce point, quel que soit les sujets (anti trust, fiscalité etc). Mais l'intérêt pour des régulations nouvelles traverse tout le parti démocrate et Joe Biden avait fait part de son intérêt pour certains aspects de ces sujets pendant la primaire démocrate (remise en cause de l'absence de responsabilité des plateformes numériques sur les contenus, par exemple).

Ce thème est peu abordé dans le programme, sauf sur certains points qui ne doivent pas être négligés : création d'une agence publique de notation du crédit des particuliers, renforcement de la protection des consommateurs, finance verte, par exemple.

Et la suite ?

La possibilité de compromis avec les républicains au Sénat : Joe Biden pourra travailler (NB : même s'il n'obtient pas la majorité, lors des deux élections sénatoriales à venir le 5 janvier en Géorgie, le partage sera de 52/48 contre lui) avec les républicains modérés - notamment les sénateurs du Maine, de l'Ohio, du Montana, de l'Utah etc- et la pression portera aussi sur les républicains, pour ne pas s'opposer de façon systématique.

La survie du Trumpisme et sa mutation

La question chinoise mobilise de plus en plus les américains tous bords confondus. conduit à dépasser certaines oppositions traditionnelles, notamment sur le rôle de l'Etat fédéral. Elle encourage des convergences bipartisanes nouvelles sur la volonté de reconstruire un Etat stratège, doté des moyens

de programmation sur le long terme (les positions des sénateurs républicains Marco Rubio ou Cotton sur ce sujet sont proches de celles de Chuck Shumer, *minority leader* au Sénat par exemple). La question chinoise rassemble de plus en plus les Américains.

2 millions d'emplois manufacturés partis.

Le rapport de chacun à la mondialisation a posé question dans cette élection. Les Etats-Unis vont continuer de remettre en question les excès de la mondialisation et les avantages qu'ils en tirent encore. Alors que le libre-échange avait grandement profité aux Américains depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ce sera moins une priorité. Sans indépendance, notamment industrielle, il n'y a pas de véritable démocratie et cette idée se répand dans le camp démocrate.

La politique étrangère de Biden devrait intégrer les intérêts de la classe moyenne , pas uniquement eux des capitaines d'industrie.

L'élection de Joe Biden signifiera aussi la fin de la politique « America First » telle que pratiquée par Donald Trump et un retour au multilatéralisme.